

Zeitschrift: Shab.ch : schweizerisches Handelsamtsblatt = Fosc.ch : feuille officielle suisse du commerce = Fusc.ch : foglio ufficiale svizzero di commercio

Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft

Band: 138 (2020)

Heft: 239

Anhang: Meldungsanhänge : auf den nachfolgenden Seiten werden alle Meldungen mit unstrukturierten Anhängen aufgeführt

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Meldungsanhänge

Auf den nachfolgenden Seiten werden alle Meldungen mit unstrukturierten Anhängen aufgeführt.

Wechsel Fondsleitung, Zahlstelle, Vertreter oder Depotbank Residentia

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung SunMirror AG



Rubrique: Marché financier

Sous-rubrique: Communication aux titulaires de placements collectifs de capitaux

Date de publication: SHAB 08.12.2020

Numéro de publication: FM01-0000000304

Entité de publication

FidFund Management SA, Route de Signy 35, 1260 Nyon

Changement de la direction du fonds, de l'agent payeur, du représentant ou de la banque dépositaire Residentia

concernant:

Le changement de direction de fonds et de banque dépositaire

Loi fédérale sur les placements collectifs de capitaux du 23 juin 2006 (LPCC)

Residentia

Fonds contractuel de droit suisse du type "fonds immobiliers"

Modification du prospectus et contrat de fonds intégré

FidFund Management SA, en qualité de direction de fonds (la "Direction") et Cornèr

Banca SA, en qualité de banque dépositaire (la "Banque Dépositaire") souhaitent

informer les investisseurs des modifications apportées au prospectus et contrat de fonds intégré du fonds Residentia (le "Fonds") comme suit:

Changement de direction de fonds et de banque dépositaire :

Il est prévu de transférer les fonctions de direction de fonds de FidFund Management SA,

Nyon à UBS Fund Management (Switzerland), Bâle et les fonctions de banque

dépositaire de Cornèr Banca SA, Lugano à UBS Switzerland AG, Zürich.

Sous réserve de l'approbation de la FINMA, le changement de direction de fonds et de banque dépositaire prendra effet le 1er février 2021.

Ce changement sera sans frais pour les investisseurs.

Le prospectus avec le contrat de fonds intégré est ainsi adapté et mis à jour en

conséquence. Du fait de ces modifications, la langue du fonds devient l'allemand.

1. Modifications apportées au prospectus

a) Modification relative à l'objectif de placement (1.2.1)

Il est désormais indiqué que l'objectif du Fonds consiste principalement à conserver le capital à long terme et à distribuer des revenus appropriés. Toutes les autres informations contenues précédemment dans cette partie ont été supprimées.

b) Modification relative à la politique de placement (1.2.2)

Il a été ajouté que le fonds immobilier détient les immeubles en propriété directe et que au moins deux tiers de ces valeurs immobilières sont des immeubles résidentiels ou des immeubles à usage mixte.

De plus, toutes les informations concernant les investissements autorisés, les restrictions de placement et les transactions portant sur des valeurs immobilières avec des personnes

proches ont été supprimées.

c) Modification relative aux risques essentiels (1.2.3)

La nouvelle teneur de cette partie est la suivante : « Les risques essentiels du fonds immobilier résident dans sa dépendance envers l'évolution conjoncturelle, les changements au sein du marché suisse de l'immobilier, la pénurie de liquidités, l'évolution des taux, les risques environnementaux, la concurrence et la fixation des prix. Gestion du risque de liquidité / Indications concernant le processus relatif à la gestion de liquidité

Conformément aux dispositions en vigueur du contrat de fonds de placement, l'investisseur peut résilier sa part à la fin de chaque exercice, moyennant un préavis de 12 mois. La direction de fonds identifie, surveille et présente par conséquent les risques de liquidité des valeurs patrimoniales du fonds immobilier en vue du rachat de parts respectivement de la diminution de la fortune nette. Les outils et modèles utilisés permettent d'analyser différents scénarios ainsi que de procéder à des tests de stress ».

d) Modification relative à l'utilisation des instruments financiers dérivés (1.3)

Il est désormais indiqué que la direction de fonds ne fait pas usage d'instruments financiers dérivés. La partie a donc été modifiée en conséquence.

e) Modification relative au profil de l'investisseur classique (1.4)

Le fonds immobilier convient aux investisseurs disposant d'un horizon de placement à long terme, privilégiant les revenus et moyennement enclins à prendre des risques. L'objectif principal est la conservation du capital des parts ainsi qu'une protection partielle contre l'inflation.

f) Modification relative aux prescriptions fiscales utiles concernant le fonds immobilier (1.5)

Le paragraphe suivant a été ajouté : « Les revenus et les gains en capital réalisés à l'étranger peuvent être soumis le cas échéant aux retenues à la source applicables dans le pays d'investissement. Dans la mesure du possible, de tels impôts seront demandés en remboursement par la direction du fonds sur la base de conventions de double imposition ou de conventions spécifiques, en faveur des investisseurs domiciliés en Suisse».

g) Modification relative aux indications générales sur la direction (2.1)

La direction de fonds est désormais UBS Fund Management (Switzerland) AG à partir du 1er février 2021. Toutes les informations concernant FidFund Management SA ont donc été supprimées et remplacées par celles concernant UBS Fund Management (Switzerland) AG.

h) Modification relative à la délégation de tâches partielles (2.2)

La gérance et l'entretien technique des immeubles sont désormais délégués à Livit SA, Zurich S.A. Cette société de gérance se distingue par une longue expérience dans le secteur de l'immobilier. Les modalités précises d'exécution du mandat sont fixées dans un contrat de gestion immobilière conclu entre UBS Fund Management (Switzerland) AG et la gérance immobilière précitée.

Studio Fiduciario Pagani SA, Lugano et Banca dello Stato del Cantone Ticino ne sont plus co-promoteurs du Fonds

Pagani REAL ESTATE SA, Lugano exerce certaines fonctions de support dans le cadre de la gestion de portefeuille (activités de support telles que des tâches d'évaluation, de Due Diligence et liées à la communication, mais aucune activité concernant la décision d'investissement) et certaines fonctions de support dans le cadre de l'Asset Management (gestion immobilière en lien avec la gérance).

Les modalités précises d'exécution des tâches partielles sont fixées dans un contrat conclu entre UBS Fund Management (Switzerland) AG et Pagani REAL ESTATE SA.

i) Modification relative à l'exercice des droits attachés à la qualité de sociétaire ou de créancier (2.3)

Il a été ajouté que la direction de fonds peut s'appuyer également sur des conseillers en matière de vote par procuration et autres tiers dans le cadre de l'exercice de droits attachés à sa qualité de société et de créancier.

j) Modification relative aux informations concernant la banque dépositaire (3)

Toutes les informations concernant Cornèr Banca SA ont été supprimées et remplacées par celles concernant la nouvelle banque dépositaire à partir du 1er février 2021, UBS Switzerland AG.

k) Modifications relatives aux informations concernant les tiers (4)

Les informations suivantes ont été modifiées :

- 4.1 : les domiciles de paiement sont désormais UBS Switzerland AG, Bahnhofstrasse 45,

8001 Zurich et ses agences en Suisse ;

- 4.2 : la société d'audit KPMG SA a été remplacée par Ernst & Young SA à Bâle ;

- 4.3 : les experts chargés des estimations sont désormais Andreas Bleisch, Dr. rer. pol., dipl. Ing. ETH, Fabio Guerra, dipl. Arch. EPFL Lausanne, Pascal Marazzi-de Lima, dipl. Arch. ETH. Ces experts sont des employés de Wüest Partner SA, Bleicherweg 5, 8001 Zürich. Wüest Partner SA est une société disposant d'une longue expérience dans le domaine des estimations immobilières et qui connaît les marchés. Les modalités précises d'exécution du mandat sont fixées dans un contrat conclu entre UBS Fund Management (Switzerland) AG et chacun des experts chargés des estimations.

l) Modifications relatives aux autres informations (5.1)

L'information disant que l'investisseur n'est pas en droit d'exiger la délivrance d'un certificat a été supprimée.

Le paragraphe sur la valeur initiale d'une part a également été supprimée.

La partie « Utilisation des produits » a désormais la teneur suivante : « En principe, le revenu net est distribué sans frais aux investisseurs dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice comptable. En règle générale les gains en capital ne sont pas distribués, mais conservés dans le fonds à des fins de réinvestissement ».

m) Modification relative aux conditions d'émission et de rachat de parts de fonds ainsi que de négoce (5.2)

Il est désormais indiqué que les prix d'émission et de rachat sont arrondis à 0,01 CHF au lieu de 0,05 CHF précédemment.

n) Modifications relatives aux rémunérations et frais accessoires (5.3)

Une nouvelle partie 5.3.2 a été créée. Elle s'intitule « Frais accessoires en faveur de la fortune du fonds, occasionnés au fonds suite au placement du montant versé ou à la vente de placements (extrait des § 17 et § 18 du contrat de fonds) » et a la teneur suivante :

Supplément à la valeur nette d'inventaire : au maximum 5%

Déduction de la valeur nette d'inventaire : au maximum 5%

Les frais accessoires sont désormais à la charge des investisseurs mais reversés au fonds.

o) Modifications relatives au paiement de rétrocessions et octroi de rabais (5.3.4)

Il est désormais indiqué que la direction de fonds et ses mandataires ne versent aucune rétrocessions à des tiers pour rémunérer l'activité de distribution de parts de fonds immobiliers en Suisse ou à partir de Suisse. La direction du fonds et ses mandataires peuvent accorder des rabais directement aux investisseurs, sur demande. La partie a donc été modifiée en conséquence.

p) Modification de l'organe de publication

Désormais, en cas de modification du contrat de fonds, de changement de la direction du fonds ou de la banque dépositaire ainsi que lors de la dissolution du fonds immobilier, il y a publication par la direction du fonds auprès de Swiss Fund Data AG (www.swissfunddata.ch).

q) Modifications relatives aux restrictions de vente (5.6)

Il est désormais indiqué qu'une autorisation de distribution existe pour les pays suivants : le fonds immobilier est autorisé à la distribution publique au Liechtenstein.

La Liechtensteinische Landesbank Aktiengesellschaft, Städtle 44, FL-9490 Vaduz, est le domicile de paiement au Liechtenstein.

r) Modification relative aux dispositions détaillées (5.7)

Une nouvelle partie « Dispositions détaillées » a été créée. Voici sa teneur : « Toutes les autres indications sur le fonds immobilier, telles que l'évaluation de la fortune du fonds, la mention de toutes les rémunérations et de tous les frais accessoires imputés à l'investisseur et au fonds et l'utilisation du résultat sont précisées en détail dans le contrat de fonds ».

2. Modifications apportées au contrat de fonds

a) Modifications relatives à la direction de fonds et à la banque dépositaire du Fonds (§1)

La direction de fonds actuelle FidFund Management SA, Nyon sera remplacée par UBS Fund Management (Switzerland) AG, Bâle à partir du 1er février 2021, sous réserve de l'accord de la FINMA.

La banque dépositaire du fonds actuelle Cornèr Banca SA, Lugano sera remplacée par UBS Switzerland AG, Zurich à partir du 1er février 2021, sous réserve de l'accord de la FINMA.

b) Modification relative à la direction de fonds (§3)

Le dernier paragraphe du point 3 relatif à l'exigence d'une convention de coopération et d'échange d'informations avec les autorités étrangères est supprimé.

c) Modification relative au remboursement ordinaire ou anticipé (§5 ch. 5)

Il est désormais indiqué que le remboursement ordinaire ou anticipé a lieu dans les trois mois suivant la clôture de l'exercice (et non pas deux mois après la clôture comme précédemment).

d) Modification relative à la politique de placement (§8)

Il est ajouté ce qui suit :

« Le Fonds Residentia détient des immeubles en propriété directe. Les immeubles sont inscrits dans le registre foncier au nom de la direction du fonds et assortis d'une remarque concernant leur appartenance au fonds immobilier.

Au moins deux tiers de ces valeurs immobilières sont des immeubles résidentiels ou des immeubles à usage mixte.

La copropriété normale de biens fonciers est autorisée pour autant que la direction du fonds puisse exercer une influence prépondérante, c'est-à-dire qu'elle détient la majorité des parts de copropriété et des voix.

§8 ch. 2, la liste des placements dans le fonds immobiliers autorisés a été modifiée. Les principales modifications sont les suivantes :

- Suppression des deux derniers paragraphes de la lettre a) concernant la copropriété d'immeubles et la définition d'immeuble.

- Suppression du paragraphe e) : « des instruments financiers dérivés exclusivement au sens du §12 du présent contrat ».

Suppression du §8 ch. 5 : suppression du paragraphe sur le fait que les instruments financiers dérivés sont sujets au risque de contrepartie.

e) Modification relative à l'usage d'instruments financiers dérivés (§12)

Il est désormais indiqué que la direction du fonds ne fait pas usage d'instruments financiers dérivés. La partie a donc été modifiée en conséquence.

f) Modification relative à la mise en gage des immeubles (§14)

Le § 14 ch. 2 est adapté afin de supprimer le deuxième paragraphe, qui contient une exception en matière de droit de gage sur immeubles pendant une période de transition allant jusqu'au 28 février 2018, dans la mesure où cette période est désormais échu et l'exception plus applicable.

g) Modification relative au calcul de la valeur nette d'inventaire et au recours à des experts chargés des estimations (§16)

Au §16 ch. 2, la mention de la nomination d'au moins une personne morale en tant qu'experts indépendants chargés des estimations a été supprimée.

Au §16 ch. 8, il est désormais indiqué que l'« évaluation des immeubles en cours de construction suit le principe de la valeur vénale. A la clôture de l'exercice annuel, la direction du fonds fait estimer les immeubles en cours de construction, comptabilisés aux valeurs vénales ».

Finalement, au §16 ch. 9, il est désormais indiqué qu'il y a arrondi à 0.01 CHF (et non plus à 0.05 CHF) lors du calcul de la valeur nette d'inventaire d'une part.

h) Modification relative aux rémunérations et frais accessoires à la charge l'investisseur (§18)

Un troisième paragraphe a été ajouté concernant les frais accessoires occasionnés en moyenne au fonds immobilier par la vente de la part, perçus par la direction de fonds, en faveur de la fortune du fonds, lors de l'émission et du rachat de fonds.

i) Modification relative aux rémunérations et frais accessoires à la charge de la fortune du fonds (§19)

Toute la partie a été modifiée, notamment les paragraphes suivants :

- Ch. 1 : la direction facture chaque trimestre au fonds immobilier une commission forfaitaire sur la fortune moyenne du fonds d'au maximum 1% par an pour la direction du fonds immobilier et ses sociétés immobilières, la gestion de fortune du fonds immobilier ainsi que toutes les tâches de la banque dépositaire. Le taux effectivement appliqué de commission de gestion forfaitaire figure dans le rapport annuel et semestriel.

- Ch. 2 : Toutefois, la commission de gestion forfaitaire n'inclut pas les rémunérations et frais accessoires suivants, qui sont imputés en sus à la fortune du fonds:

De plus, la direction du fonds peut, dans le cadre de l'art. 37, al. 2 OPCC, imputer certains frais accessoires à la fortune du fonds.

- Ch. 5 : La direction du fonds et ses mandataires ne paient pas de rétrocessions pour indemniser l'activité de distribution de parts du fonds immobilier. En revanche, ils peuvent accorder des rabais conformément aux dispositions du prospectus pour réduire les frais et coûts revenant aux investisseurs et imputés au fonds immobilier.

- Ch. 6 : La commission de gestion du fonds cible dans lequel la fortune du fonds immobilier est investie peut s'élever au maximum à 1,5% en tenant compte des éventuels rabais et rétrocessions. Le taux maximal des commissions de gestion des fonds cibles doit être indiqué dans le rapport annuel en tenant compte des éventuels rabais et rétrocessions.

j) Modification relative à l'utilisation du résultat et des distributions (§22)

Le §22 ch. 1 est adapté afin de supprimer le premier paragraphe, qui contient l'information concernant la distribution du bénéfice net du fonds immobilier pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2015, dans la mesure où cette période est désormais échue.

De plus, il est désormais indiqué que « jusqu'à 30% du produit net peuvent être reportés » au lieu de 25% précédemment.

k) Modification relative au regroupement (§24)

Il est ajouté dans le dernier paragraphe du §24 ch. 2 let. e que « les dispositions du §19 ch. 2 demeurent réservées », concernant les frais pour le fonds immobilier et les investisseurs.

l) Modification relative au droit applicable et for (§27)

La version du contrat de fonds de placement qui fait foi est désormais la version en allemand et non plus en français comme précédemment.

3. Informations d'ordre général

Les investisseurs sont informés que certaines modifications complémentaires, principalement de forme, ont également été apportées au prospectus et contrat de fonds intégré. Ces modifications sont toutefois sans incidence sur les droits et obligations des investisseurs.

Les détenteurs de parts sont rendus attentifs au fait qu'ils ont la possibilité de faire valoir leurs objections auprès de la FINMA, Laupenstrasse 27, 3003 Berne, dans les 30 jours qui suivent cette unique publication ou de demander le paiement de leurs parts en espèces dans le respect des délais contractuels ou réglementaires.

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que lors de l'approbation des modifications du contrat de fonds/règlement de placement, la FINMA examine uniquement les dispositions au sens de l'art. 35a, al. 1, let. a-g OPCC et constate leur conformité à la loi.

L'intégralité des modifications peut être obtenue en français et en allemand, sous forme écrite, auprès de la direction de fonds et de la banque dépositaire du Fonds. La date d'entrée en vigueur du contrat de fonds ainsi modifié sera fixée par décision rendue par la FINMA, après l'écoulement du délai de 30 jours précité, et sera publiée par cette dernière.

La documentation en vigueur du Fonds peut en tout temps être obtenue gratuitement auprès de la direction de fonds du Fonds sur simple demande.

Nyon, le 7 décembre 2020

La Direction, jusqu'au 31 janvier 2021: FidFund Management SA

La Banque Dépositaire, jusqu'au 31 janvier 2021: Cornèr Banca SA

La Direction à partir du 1er février 2021 : UBS Fund Management (Switzerland) AG

La Banque Dépositaire à partir du 1er février 2021 : UBS Switzerland AG

Représentant:

Agent payeur:

la direction du fonds:

FidFund Management SA, jusqu'au 31 janvier 2021

La banque dépositaire:

Cornèr Banca SA, jusqu'au 31 janvier 2021:

Remarques juridiques:

Publication selon la loi fédérale du 23 juin 2006 sur les placements collectifs de capitaux (OPCC).

Loi fédérale sur les placements collectifs de capitaux du 23 juin 2006 (LPCC)

Residentia

Fonds contractuel de droit suisse du type "fonds immobiliers"

Modification du prospectus et contrat de fonds intégré

FidFund Management SA, en qualité de direction de fonds (la "Direction") et Cornèr Banca SA, en qualité de banque dépositaire (la "Banque Dépositaire") souhaitent informer les investisseurs des modifications apportées au prospectus et contrat de fonds intégré du fonds Residentia (le "Fonds") comme suit:

Changement de direction de fonds et de banque dépositaire :

Il est prévu de transférer les fonctions de direction de fonds de FidFund Management SA, Nyon à UBS Fund Management (Switzerland), Bâle et les fonctions de banque dépositaire de Cornèr Banca SA, Lugano à UBS Switzerland AG, Zürich.

Sous réserve de l'approbation de la FINMA, le changement de direction de fonds et de banque dépositaire prendra effet le 1^{er} février 2021.

Ce changement sera sans frais pour les investisseurs.

Le prospectus avec le contrat de fonds intégré est ainsi adapté et mis à jour en conséquence. Du fait de ces modifications, la langue du fonds devient l'allemand.

1. Modifications apportées au prospectus

a) Modification relative à l'objectif de placement (1.2.1)

Il est désormais indiqué que l'objectif du Fonds consiste principalement à conserver le capital à long terme et à distribuer des revenus appropriés. Toutes les autres informations contenues précédemment dans cette partie ont été supprimées.

b) Modification relative à la politique de placement (1.2.2)

Il a été ajouté que le fonds immobilier détient les immeubles en propriété directe et que au moins deux tiers de ces valeurs immobilières sont des immeubles résidentiels ou des immeubles à usage mixte.

De plus, toutes les informations concernant les investissements autorisés, les restrictions de placement et les transactions portant sur des valeurs immobilières avec des personnes proches ont été supprimées.

c) Modification relative aux risques essentiels (1.2.3)

La nouvelle teneur de cette partie est la suivante : « *Les risques essentiels du fonds immobilier résident dans sa dépendance envers l'évolution conjoncturelle, les changements au sein du marché suisse de l'immobilier, la pénurie de liquidités, l'évolution des taux, les risques environnementaux, la concurrence et la fixation des prix.*

Gestion du risque de liquidité / Indications concernant le processus relatif à la gestion de liquidité

Conformément aux dispositions en vigueur du contrat de fonds de placement, l'investisseur peut résilier sa part à la fin de chaque exercice, moyennant un préavis de 12 mois. La direction de fonds identifie, surveille et présente par conséquent les risques de liquidité des valeurs patrimoniales du fonds immobilier en vue du rachat de parts respectivement de la diminution de la fortune nette. Les outils et modèles utilisés permettent d'analyser différents scénarios ainsi que de procéder à des tests de stress ».

d) Modification relative à l'utilisation des instruments financiers dérivés (1.3)

Il est désormais indiqué que la direction de fonds ne fait pas usage d'instruments financiers dérivés. La partie a donc été modifiée en conséquence.

e) Modification relative au profil de l'investisseur classique (1.4)

Le fonds immobilier convient aux investisseurs disposant d'un horizon de placement à **long terme**, privilégiant les revenus et moyennement enclins à prendre des risques. L'objectif principal est la conservation du capital des parts ainsi qu'une protection partielle contre l'inflation.

f) Modification relative aux prescriptions fiscales utiles concernant le fonds immobilier (1.5)

Le paragraphe suivant a été ajouté : « Les revenus et les gains en capital réalisés à l'étranger peuvent être soumis le cas échéant aux retenues à la source applicables dans le pays d'investissement. Dans la mesure du possible, de tels impôts seront demandés en remboursement par la direction du fonds sur la base de conventions de double imposition ou de conventions spécifiques, en faveur des investisseurs domiciliés en Suisse».

g) Modification relative aux indications générales sur la direction (2.1)

La direction de fonds est désormais UBS Fund Management (Switzerland) AG à partir du 1^{er} février 2021. Toutes les informations concernant FidFund Management SA ont donc été supprimées et remplacées par celles concernant UBS Fund Management (Switzerland) AG.

h) Modification relative à la délégation de tâches partielles (2.2)

La gérance et l'entretien technique des immeubles sont désormais délégués à Livit SA, Zurich S.A. Cette société de gérance se distingue par une longue expérience dans le secteur de l'immobilier. Les modalités précises d'exécution du mandat sont fixées dans un contrat de gestion immobilière conclu entre UBS Fund Management (Switzerland) AG et la gérance immobilière précitée.

Studio Fiduciario Pagani SA, Lugano et Banca dello Stato del Cantone Ticino ne sont plus co-promoteurs du Fonds

Pagani REAL ESTATE SA, Lugano exerce certaines fonctions de support dans le cadre de la gestion de portefeuille (activités de support telles que des tâches d'évaluation, de Due Diligence et liées à la communication, mais aucune activité concernant la décision d'investissement) et certaines fonctions de support dans le cadre de l'Asset Management (gestion immobilière en lien avec la gérance).

Les modalités précises d'exécution des tâches partielles sont fixées dans un contrat conclu entre UBS Fund Management (Switzerland) AG et Pagani REAL ESTATE SA.

i) Modification relative à l'exercice des droits attachés à la qualité de sociétaire ou de créancier (2.3)

Il a été ajouté que la direction de fonds peut s'appuyer également sur des conseillers en matière de vote par procuration et autres tiers dans le cadre de l'exercice de droits attachés à sa qualité de société et de créancier.

j) Modification relative aux informations concernant la banque dépositaire (3)

Toutes les informations concernant Cornèr Banca SA ont été supprimées et remplacées par celles concernant la nouvelle banque dépositaire à partir du 1^{er} février 2021, UBS Switzerland AG.

k) Modifications relatives aux informations concernant les tiers (4)

Les informations suivantes ont été modifiées :

- 4.1 : les domiciles de paiement sont désormais UBS Switzerland AG, Bahnhofstrasse 45, 8001 Zurich et ses agences en Suisse ;
- 4.2 : la société d'audit KPMG SA a été remplacée par Ernst & Young SA à Bâle ;
- 4.3 : les experts chargés des estimations sont désormais Andreas Bleisch, Dr. rer. pol., dipl. Ing. ETH,

Fabio Guerra, dipl. Arch. EPFL Lausanne, Pascal Marazzi-de Lima, dipl. Arch. ETH. Ces experts sont des employés de Wüest Partner SA, Bleicherweg 5, 8001 Zürich. Wüest Partner SA est une société disposant d'une longue expérience dans le domaine des estimations immobilières et qui connaît les marchés. Les modalités précises d'exécution du mandat sont fixées dans un contrat conclu entre UBS Fund Management (Switzerland) AG et chacun des experts chargés des estimations.

l) Modifications relatives aux autres informations (5.1)

L'information disant que l'investisseur n'est pas en droit d'exiger la délivrance d'un certificat a été supprimée.

Le paragraphe sur la valeur initiale d'une part a également été supprimée.

La partie « Utilisation des produits » a désormais la teneur suivante : « *En principe, le revenu net est distribué sans frais aux investisseurs dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice comptable. En règle générale les gains en capital ne sont pas distribués, mais conservés dans le fonds à des fins de réinvestissement* ».

m) Modification relative aux conditions d'émission et de rachat de parts de fonds ainsi que de négoce (5.2)

Il est désormais indiqué que les prix d'émission et de rachat sont arrondis à 0,01 CHF au lieu de 0,05 CHF précédemment.

n) Modifications relatives aux rémunérations et frais accessoires (5.3)

Une nouvelle partie 5.3.2 a été créée. Elle s'intitule « Frais accessoires en faveur de la fortune du fonds, occasionnés au fonds suite au placement du montant versé ou à la vente de placements (extrait des § 17 et § 18 du contrat de fonds) » et a la teneur suivante :

Supplément à la valeur nette d'inventaire : au maximum 5%

Déduction de la valeur nette d'inventaire : au maximum 5%

Les frais accessoires sont désormais à la charge des investisseurs mais reversés au fonds.

o) Modifications relatives au paiement de rétrocessions et octroi de rabais (5.3.4)

Il est désormais indiqué que la direction de fonds et ses mandataires ne versent aucune rétrocessions à des tiers pour rémunérer l'activité de distribution de parts de fonds immobiliers en Suisse ou à partir de Suisse. La direction du fonds et ses mandataires peuvent accorder des rabais directement aux investisseurs, sur demande. La partie a donc été modifiée en conséquence.

p) Modification de l'organe de publication

Désormais, en cas de modification du contrat de fonds, de changement de la direction du fonds ou de la banque dépositaire ainsi que lors de la dissolution du fonds immobilier, il y a publication par la direction du fonds auprès de Swiss Fund Data AG (www.swissfunddata.ch).

q) Modifications relatives aux restrictions de vente (5.6)

Il est désormais indiqué qu'une autorisation de distribution existe pour les pays suivants : le fonds immobilier est autorisé à la distribution publique au Liechtenstein.

La Liechtensteinische Landesbank Aktiengesellschaft, Städtle 44, FL-9490 Vaduz, est le domicile de paiement au Liechtenstein.

r) Modification relative aux dispositions détaillées (5.7)

Une nouvelle partie « Dispositions détaillées » a été créée. Voici sa teneur : « *Toutes les autres indications sur le fonds immobilier, telles que l'évaluation de la fortune du fonds, la mention de toutes les rémunérations et de tous les frais accessoires imputés à l'investisseur et au fonds et l'utilisation du résultat sont précisées en détail dans le contrat de fonds* ».

2. Modifications apportées au contrat de fonds

a) Modifications relatives à la direction de fonds et à la banque dépositaire du Fonds (§1)

La direction de fonds actuelle FidFund Management SA, Nyon sera remplacée par UBS Fund Management (Switzerland) AG, Bâle à partir du 1^{er} février 2021, sous réserve de l'accord de la FINMA.

La banque dépositaire du fonds actuelle Cornèr Banca SA, Lugano sera remplacée par UBS Switzerland AG, Zurich à partir du 1^{er} février 2021, sous réserve de l'accord de la FINMA.

b) Modification relative à la direction de fonds (§3)

Le dernier paragraphe du point 3 relatif à l'exigence d'une convention de coopération et d'échange d'informations avec les autorités étrangères est supprimé.

c) Modification relative au remboursement ordinaire ou anticipé (§5 ch. 5)

Il est désormais indiqué que le remboursement ordinaire ou anticipé a lieu dans les **trois mois** suivant la clôture de l'exercice (et non pas deux mois après la clôture comme précédemment).

d) Modification relative à la politique de placement (§8)

Il est ajouté ce qui suit :

« Le Fonds Residentia détient des immeubles en propriété directe. Les immeubles sont inscrits dans le registre foncier au nom de la direction du fonds et assortis d'une remarque concernant leur appartenance au fonds immobilier.

Au moins deux tiers de ces valeurs immobilières sont des immeubles résidentiels ou des immeubles à usage mixte.

La copropriété normale de biens fonciers est autorisée pour autant que la direction du fonds puisse exercer une influence prépondérante, c'est-à-dire qu'elle détient la majorité des parts de copropriété et des voix.

§8 ch. 2, la liste des placements dans le fonds immobiliers autorisés a été modifiée. Les principales modifications sont les suivantes :

- Suppression des deux derniers paragraphes de la lettre a) concernant la copropriété d'immeubles et la définition d'immeuble.
- Suppression du paragraphe e) : *« des instruments financiers dérivés exclusivement au sens du §12 du présent contrat ».*

Suppression du §8 ch. 5 : suppression du paragraphe sur le fait que les instruments financiers dérivés sont sujets au risque de contrepartie.

e) Modification relative à l'usage d'instruments financiers dérivés (§12)

Il est désormais indiqué que la direction du fonds ne fait pas usage d'instruments financiers dérivés. La partie a donc été modifiée en conséquence.

f) Modification relative à la mise en gage des immeubles (§14)

Le § 14 ch. 2 est adapté afin de supprimer le deuxième paragraphe, qui contient une exception en matière de droit de gage sur immeubles pendant une période de transition allant jusqu'au 28 février 2018, dans la mesure où cette période est désormais échue et l'exception plus applicable.

g) Modification relative au calcul de la valeur nette d'inventaire et au recours à des experts chargés des estimations (§16)

Au §16 ch. 2, la mention de la nomination d'au moins une personne morale en tant qu'experts indépendants chargés des estimations a été supprimée.

Au §16 ch. 8, il est désormais indiqué que l'« *évaluation des immeubles en cours de construction suit le principe de la valeur vénale. A la clôture de l'exercice annuel, la direction du fonds fait estimer les immeubles en cours de construction, comptabilisés aux valeurs vénales* ».

Finalement, au §16 ch. 9, il est désormais indiqué qu'il y a arrondi à **0.01 CHF** (et non plus à 0.05 CHF) lors du calcul de la valeur nette d'inventaire d'une part.

h) Modification relative aux rémunérations et frais accessoires à la charge l'investisseur (§18)

Un troisième paragraphe a été ajouté concernant les frais accessoires occasionnés en moyenne au fonds immobilier par la vente de la part, perçus par la direction de fonds, en faveur de la fortune du fonds, lors de l'émission et du rachat de fonds.

i) Modification relative aux rémunérations et frais accessoires à la charge de la fortune du fonds (§19)

Toute la partie a été modifiée, notamment les paragraphes suivants :

- Ch. 1 : la direction facture chaque trimestre au fonds immobilier une commission forfaitaire sur la fortune moyenne du fonds d'au maximum 1% par an pour la direction du fonds immobilier et ses sociétés immobilières, la gestion de fortune du fonds immobilier ainsi que toutes les tâches de la banque dépositaire. Le taux effectivement appliqué de commission de gestion forfaitaire figure dans le rapport annuel et semestriel.
- Ch. 2 : Toutefois, la commission de gestion forfaitaire n'inclut pas les rémunérations et frais accessoires suivants, qui sont imputés en sus à la fortune du fonds:
De plus, la direction du fonds peut, dans le cadre de l'art. 37, al. 2 OPCC, imputer certains frais accessoires à la fortune du fonds.
- Ch. 5 : La direction du fonds et ses mandataires ne paient pas de rétrocessions pour indemniser l'activité de distribution de parts du fonds immobilier. En revanche, ils peuvent accorder des rabais conformément aux dispositions du prospectus pour réduire les frais et coûts revenant aux investisseurs et imputés au fonds immobilier.
- Ch. 6 : La commission de gestion du fonds cible dans lequel la fortune du fonds immobilier est investie peut s'élever au maximum à 1,5% en tenant compte des éventuels rabais et rétrocessions. Le taux maximal des commissions de gestion des fonds cibles doit être indiqué dans le rapport annuel en tenant compte des éventuels rabais et rétrocessions.

j) Modification relative à l'utilisation du résultat et des distributions (§22)

Le §22 ch. 1 est adapté afin de supprimer le premier paragraphe, qui contient l'information concernant la distribution du bénéfice net du fonds immobilier pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2015, dans la mesure où cette période est désormais échue.

De plus, il est désormais indiqué que « jusqu'à **30%** du produit net peuvent être reportés » au lieu de 25% précédemment.

k) Modification relative au regroupement (§24)

Il est ajouté dans le dernier paragraphe du §24 ch. 2 let. e que « les dispositions du §19 ch. 2 demeurent réservées », concernant les frais pour le fonds immobilier et les investisseurs.

l) Modification relative au droit applicable et for (§27)

La version du contrat de fonds de placement qui fait foi est désormais la version en allemand et non plus en français comme précédemment.

3. Informations d'ordre général

Les investisseurs sont informés que certaines modifications complémentaires, principalement de forme, ont également été apportées au prospectus et contrat de fonds intégré. Ces modifications sont toutefois sans incidence sur les droits et obligations des investisseurs.

Les détenteurs de parts sont rendus attentifs au fait qu'ils ont la possibilité de faire valoir leurs objections auprès de la FINMA, Laupenstrasse 27, 3003 Berne, dans les 30 jours qui suivent cette unique publication ou de demander le paiement de leurs parts en espèces dans le respect des délais contractuels ou réglementaires.

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que lors de l'approbation des modifications du contrat de fonds/règlement de placement, la FINMA examine uniquement les dispositions au sens de l'art. 35a, al. 1, let. a-g OPCC et constate leur conformité à la loi.

L'intégralité des modifications peut être obtenue en français et en allemand, sous forme écrite, auprès de la direction de fonds et de la banque dépositaire du Fonds. La date d'entrée en vigueur du contrat de fonds ainsi modifié sera fixée par décision rendue par la FINMA, après l'écoulement du délai de 30 jours précité, et sera publiée par cette dernière.

La documentation en vigueur du Fonds peut en tout temps être obtenue gratuitement auprès de la direction de fonds du Fonds sur simple demande.

Nyon, le 7 décembre 2020

La Direction jusqu'au 31 janvier 2021

FidFund Management SA

La Banque Dépositaire, jusqu'au 31 janvier 2021:

Cornèr Banca SA

La Direction à partir du 1^{er} février 2021 :

UBS Fund Management (Switzerland) AG

La Banque Dépositaire à partir du 1^{er} février 2021 :

UBS Switzerland AG



Rubrik: Mitteilungen an Gesellschafter
Unterrubrik: Einladung zur Generalversammlung
Publikationsdatum: SHAB 08.12.2020
Meldungsnummer: UP04-0000002636

Publizierende Stelle

Marcel Hostettler & Nathan Kaiser - HKLW Schweiz KLG, Bahnhofstrasse 69, 8001 Zürich

Im Auftrag von:

SunMirror AG
Steinhauserstrasse 74
6300 Zug

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung SunMirror AG

SunMirror AG
CHE-395.708.464
Steinhauserstrasse 74
6300 Zug

Angaben zur Generalversammlung:

29.12.2020, 10:30 Uhr, Sitz der Gesellschaft

Einladungstext/Traktanden:

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung (GV)

SunMirror AG

SunMirror AG
Steinhauserstrasse 74
6300 Zug

Angaben zur ordentlichen Generalversammlung

Ort: SunMirror AG, Steinhauserstrasse 74, 6300 Zug

Datum: 29. Dezember 2020

Zeit: 10.30 Uhr

Physische Anwesenheiten:

- Verwaltungsrat
- Protokollführer/Stimmzähler
- Unabhängiger Stimmrechtsvertreter
- Notar

Coronavirus/Keine persönliche Teilnahme

Aufgrund der aktuellen Situation im Zusammenhang mit der Verbreitung des Coronavirus hat der Verwaltungsrat der SunMirror AG zum Schutz der Aktionärinnen und Aktionäre, gestützt auf die Verordnung 3 über Massnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus des Bundesrates (COVID-19-Verordnung 3) entschieden, dass die

Aktionärinnen und Aktionäre ihre Rechte über den unabhängigen Stimmrechtsvertreter ausüben können. Es besteht für Aktionärinnen und Aktionäre keine Möglichkeit, an der Generalversammlung physisch anwesend zu sein. Aktionärinnen und Aktionäre können wie nachfolgend angegeben, an der Generalversammlung teilnehmen und ihre Rechte ausüben:

Unabhängiger Stimmrechtsvertreter:

Aktionärinnen und Aktionäre können ihr Stimmrecht über den unabhängigen Stimmrechtsvertreter wahrnehmen. Als unabhängiger Stimmrechtsvertreter der Gesellschaft amtiert:

Heuking Kühn Lüer Wojtek, Partnerschaft mit beschränkter Berufshaftung von Rechtsanwälten und Steuerberatern

Zweigniederlassung Schweiz

Bahnhofstrasse 69

8001 Zürich

l.straube@heuking.ch

Im Falle einer Verhinderung des unabhängigen Stimmrechtsvertreters wird der Verwaltungsrat einen neuen, unabhängigen Stimmrechtsvertreter bestimmen. Die an den unabhängigen Stimmrechtsvertreter ausgestellten Vollmachten gelten auch für den neuen, vom Verwaltungsrat ernannten, unabhängigen Stimmrechtsvertreter.

Der unabhängige Stimmrechtsvertreter ist bis spätestens 23. Dezember 2020 schriftlich per ausgefülltem Instruktionsformular (Posteingang bis spätestens 23. Dezember 2020) oder per E-Mail unter l.straube@heuking.ch hinsichtlich der gewünschten Stimmabgabe zu instruieren. In jedem Fall muss der Aktienbesitz mittels der Kopie eines amtlichen Ausweises und eines aktuellen Depotauszuges verifiziert werden. Erfolgt zwar eine Bevollmächtigung, aber keine Stimmrechts-Instruktion, hat sich der unabhängige Stimmrechtsvertreter der Stimme zu enthalten.

Traktanden (Übersicht)

Die Generalversammlung findet am 29. Dezember 2020, 10.30 Uhr, am Sitz der Gesellschaft, Steinhauserstrasse 74, 6300 Zug, statt.

Traktanden:

- **Genehmigung der Jahresrechnung für das Geschäftsjahr 01.01.2020 – 30.06.2020, Kenntnisnahme des Berichts der Revisionsstelle**
- **Verwendung des Bilanzergebnisses des Geschäftsjahres 01.01.2020 – 30.06.2020**
- **Entlastung des Verwaltungsrates für das Geschäftsjahr 01.01.2020 – 30.06.2020**
- **Genehmigte Kapitalerhöhung/Statutenänderung**
- **Bedingte Kapitalerhöhung/Statutenänderung**
- **Sonstige Statutenänderung**
- **Wiederwahl der Mitglieder des Verwaltungsrats**
- **Wiederwahl der Revisionsstelle**



Einladung zur ordentlichen Generalversammlung (GV)

SunMirror AG

SunMirror AG
Steinhauserstrasse 74
6300 Zug

Angaben zur ordentlichen Generalversammlung

Ort: SunMirror AG, Steinhauserstrasse 74, 6300 Zug
Datum: 29. Dezember 2020
Zeit: 10.30 Uhr

Physische Anwesenheiten:

- Verwaltungsrat
- Protokollführer/Stimmzähler
- Unabhängiger Stimmrechtsvertreter
- Notar

Coronavirus/Keine persönliche Teilnahme

Aufgrund der aktuellen Situation im Zusammenhang mit der Verbreitung des Coronavirus hat der Verwaltungsrat der SunMirror AG zum Schutz der Aktionärinnen und Aktionäre, gestützt auf die Verordnung 3 über Massnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus des Bundesrates (COVID-19-Verordnung 3) entschieden, dass die Aktionärinnen und Aktionäre ihre Rechte über den unabhängigen Stimmrechtsvertreter ausüben können. Es besteht für Aktionärinnen und Aktionäre keine Möglichkeit, an der Generalversammlung physisch anwesend zu sein. Aktionärinnen und Aktionäre können wie nachfolgend angegeben, an der Generalversammlung teilnehmen und ihre Rechte ausüben:

Unabhängiger Stimmrechtsvertreter:

Aktionärinnen und Aktionäre können ihr Stimmrecht über den unabhängigen Stimmrechtsvertreter wahrnehmen. Als unabhängiger Stimmrechtsvertreter der Gesellschaft amtiert:

Heuking Kühn Lüer Wojtek, Partnerschaft mit beschränkter Berufshaftung von Rechtsanwälten und Steuerberatern
Zweigniederlassung Schweiz
Bahnhofstrasse 69
8001 Zürich
l.straube@heuking.ch

Im Falle einer Verhinderung des unabhängigen Stimmrechtsvertreters wird der Verwaltungsrat einen neuen, unabhängigen Stimmrechtsvertreter bestimmen. Die an den unabhängigen Stimmrechtsvertreter ausgestellten Vollmachten gelten auch für den neuen, vom Verwaltungsrat ernannten, unabhängigen Stimmrechtsvertreter.

Der unabhängige Stimmrechtsvertreter ist bis spätestens 23. Dezember 2020 schriftlich per ausgefülltem Instruktionsformular (Posteingang bis spätestens 23. Dezember 2020) oder per E-Mail unter l.straube@heuking.ch hinsichtlich der gewünschten Stimmabgabe zu instruieren. In jedem Fall muss der Aktienbesitz mittels der Kopie eines amtlichen Ausweises und eines aktuellen Depotauszuges verifiziert werden. Erfolgt zwar eine Bevollmächtigung, aber keine Stimmrechts-Instruktion, hat sich der unabhängige Stimmrechtsvertreter der Stimme zu enthalten.

Traktanden (Übersicht)

Die Generalversammlung findet am 29. Dezember 2020, 10.30 Uhr, am Sitz der Gesellschaft, Steinhauserstrasse 74, 6300 Zug, statt.

Traktanden:

- 1. Genehmigung der Jahresrechnung für das Geschäftsjahr 01.01.2020 – 30.06.2020, Kenntnisnahme des Berichts der Revisionsstelle**
- 2. Verwendung des Bilanzergebnisses des Geschäftsjahres 01.01.2020 – 30.06.2020**
- 3. Entlastung des Verwaltungsrates für das Geschäftsjahr 01.01.2020 – 30.06.2020**
- 4. Genehmigte Kapitalerhöhung/Statutenänderung**
- 5. Bedingte Kapitalerhöhung/Statutenänderung**
- 6. Sonstige Statutenänderung**
- 7. Wiederwahl der Mitglieder des Verwaltungsrats**
- 8. Wiederwahl der Revisionsstelle**

Traktanden/Anträge:

- 1. Genehmigung der Jahresrechnung für das Geschäftsjahr 01.01.2020 – 30.06.2020, Kenntnisnahme des Berichts der Revisionsstelle**

Der Verwaltungsrat beantragt, die Jahresrechnung für das Geschäftsjahr 01.01.2020 – 30.06.2020 zu genehmigen.

- 2. Verwendung des Bilanzergebnisses des Geschäftsjahres 01.01.2020 – 30.06.2020**

Der Verwaltungsrat beantragt, den Bilanzverlust von CHF 20'367.04 auf die neue Rechnung vorzutragen. Es handelt sich hierbei um den Bilanzverlust der Jahresrechnung nach Handelsrecht (OR).

- 3. Entlastung des Verwaltungsrates für das Geschäftsjahr 01.01.2020 – 30.06.2020**

Der Verwaltungsrat beantragt, Herrn Dr. Michael Gubser für das Geschäftsjahr 01.01.2020 – 30.06.2020 Entlastung zu erteilen.

4. Genehmigte Kapitalerhöhung/Statutenänderung

Der Verwaltungsrat beantragt,

- das genehmigte Aktienkapital gemäss Art. 3a der Gesellschaftsstatuten von CHF 162'500.00 um CHF 837'500.00 auf CHF 1'000'000.00 zu erhöhen sowie die Verlängerung desselben bis zum 15. Dezember 2022,
- den Verwaltungsrat entsprechend zu ermächtigen, diese genehmigte Kapitalerhöhung durch Ausgabe von bis zu 837'500 vollständig zu liberierende Inhaberaktien mit einem Nennwert von je CHF 1.00 bis zum 15. Dezember 2022 vorzunehmen,
- den Verwaltungsrat zu ermächtigen, das Bezugsrecht der Aktionärinnen und Aktionäre aus wichtigen Gründen auszuschliessen; die wichtigen Gründe werden in den Statuten genannt;
- den Verwaltungsrat zu ermächtigen, die Vorgehensweise bezüglich des Bezugsrechts der bestehenden Aktionärinnen und Aktionäre festzulegen. Nicht ausgeübte Bezugsrechte seien im Interesse der Gesellschaft Drittparteien anzubieten.

Art. 3a der Statuten sei entsprechend wie folgt zu ändern:

Art. 3a (alt):

Artikel 3a

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, jederzeit bis zum 31. August 2022, das Aktienkapital im Maximalbetrag von CHF 162'500.00 durch Ausgabe von höchstens 162'500 vollständig zu liberierenden Inhaberaktien mit einem Nennwert von je CHF 1.00 zu erhöhen.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, das Bezugsrecht der bisherigen Aktionäre aus wichtigen Gründen auszuschliessen und Dritten zuzuweisen. Als wichtige Gründe gelten insbesondere Fusion, Finanzierung und Refinanzierung von Übernahmen, Sacheinlagen sowie Platzierung der Aktien über nationale oder internationale Börsen. Ebenso kann der Verwaltungsrat das Bezugsrecht ausschliessen, wenn die neu zu schaffenden Aktien im Rahmen i) einer öffentlichen Platzierung bzw. ii) einer Privatplatzierung zur Verbreiterung der Basis von qualifizierten Aktionären im Sinne des Bundesgesetzes über die kollektiven Kapitalanlagen ausgegeben werden. Aktien, für welche Bezugsrechte eingeräumt, aber nicht ausgeübt werden, sind durch den Verwaltungsrat im Interesse der Gesellschaft zu verwenden. Die Erhöhung kann mittels Festübernahme und/oder in Teilbeträgen erfolgen. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, den Ausgabepreis der Aktien, die Art der Einlage, die Zuteilung an neue Aktionäre und den Zeitpunkt der Dividendenberechtigung festzusetzen.

Article 3a

The Board of Directors is authorized, at any time until 31st of August 2022, to increase the share capital by a maximum amount of CHF 162'500.00 by issuing a maximum of 162'500 bearer shares with a nominal value of CHF 1.00 each, to be fully paid up.

The Board of Directors is authorized to exclude the subscription right of existing shareholders for important reasons and to allocate it to third parties. Important reasons are in particular mergers, financing and refinancing of takeovers, contributions in kind as well as placement of the shares on national or international stock exchanges. The Board of Directors may also exclude the subscription right if the new shares to be created are issued in connection with i) a public placement or ii) a private placement to broaden the base of qualified shareholders within the meaning of the Federal Act on Collective Investment Schemes. Shares for which subscription rights are granted but not exercised must be used by the Board of Directors in the interest of the Company. The increase may be effected by means of a firm underwriting and/or in partial amounts. The Board of Directors is authorized to determine the issue price of the shares, the type of contribution, the allocation to new shareholders and the date of dividend entitlement.

Art. 3a (neu):

Artikel 3a

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, jederzeit bis zum 15. Dezember 2022, das Aktienkapital im Maximalbetrag von CHF 1'000'000.00 durch Ausgabe von höchstens 1'000'000 vollständig zu liberierenden Inhaberaktien mit einem Nennwert von je CHF 1.00 zu erhöhen.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, das Bezugsrecht der bisherigen Aktionäre aus wichtigen Gründen auszuschliessen und Dritten zuzuweisen. Als wichtige Gründe gelten insbesondere die Beteiligung von Arbeitnehmern, Fusion, die Finanzierung der Gesellschaft, die Finanzierung und Refinanzierung von Übernahmen, Sacheinlagen sowie Platzierung der Aktien über nationale oder internationale Börsen. Ebenso kann der Verwaltungsrat das Bezugsrecht ausschliessen, wenn die neu zu schaffenden Aktien im Rahmen i) einer öffentlichen Platzierung bzw. ii) einer Privatplatzierung zur Verbreiterung der Basis von qualifizierten Aktionären im Sinne des Bundesgesetzes über die kollektiven Kapitalanlagen ausgegeben werden. Aktien, für welche Bezugsrechte eingeräumt, aber nicht ausgeübt werden, sind durch den Verwaltungsrat im Interesse der Gesellschaft zu verwenden. Die Erhöhung kann mittels Festübernahme und/oder in Teilbeträgen erfolgen. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, den Ausgabepreis der Aktien, die Art der Einlage, die Zuteilung an neue Aktionäre und den Zeitpunkt der Dividendenberechtigung festzusetzen.

Article 3a

The Board of Directors is authorized, at any time until 15st of December 2022, to increase the share capital by a maximum amount of CHF 1'000'000.00 by issuing a maximum of 1'000'000 bearer shares with a nominal value of CHF 1.00 each, to be fully paid up.

The Board of Directors is authorized to exclude the subscription right of existing shareholders for important reasons and to allocate it to third parties. Important reasons are in particular the participation of employees, mergers, the financing of the company, the financing and refinancing of takeovers, contributions in kind as well as placement of the shares on national or international stock exchanges. The Board of Directors may also exclude the subscription right if the new shares to be created are issued in connection with i) a public placement or ii) a private placement to broaden the base of qualified shareholders within the meaning of the Federal Act on Collective Investment Schemes. Shares for which subscription rights are granted but not exercised must be used by the Board of Directors in the interest of the Company. The increase may be effected by means of a firm underwriting and/or in partial amounts. The Board of Directors is authorized to determine the issue price of the shares, the type of contribution, the allocation to new shareholders and the date of dividend entitlement.

5. Bedingte Kapitalerhöhung/Statutenänderung

Der Verwaltungsrat beantragt,

- das bedingte Aktienkapital gemäss Art. 3b der Gesellschaftsstatuten von CHF 162'500.00 um CHF 837'500.00 auf CHF 1'000'000.00 durch die Ausgabe von bis zu 837'500 voll liberierte Inhaberaktien mit einem Nominalwert von je CHF 1.00 zu erhöhen,

- den Verwaltungsrat zu ermächtigen, das Vorwegzeichnungsrecht der Aktionärinnen und Aktionäre aus wichtigen Gründen auszuschliessen; die wichtigen Gründe werden in den Statuten genannt.

Art. 3b der Statuten sei entsprechend wie folgt zu ändern:

Art. 3b (alt):

Artikel 3b	Article 3b
<p>Das Aktienkapital wird unter Ausschluss der Bezugsrechte der Aktionäre durch Ausgabe von maximal 162'500 voll zu liberierenden Inhaberaktien mit einem Nennwert von CHF 1.00 um den Maximalbetrag von CHF 162'500.00 erhöht mittels Ausübung von Wandel- und Optionsrechten, die gemäss einem oder mehreren durch den Verwaltungsrat zu schaffenden Beteiligungsplänen den Gläubigern von neuen Anlehens- oder ähnlichen Obligationen gegenüber der Gesellschaft eingeräumt werden. Der Verwaltungsrat regelt die Einzelheiten der Ausgabebedingungen.</p>	<p>The share capital shall be increased, excluding shareholders' subscription rights, by a maximum amount of CHF 162'500.00 by issuing a maximum of 162'500 bearer shares with a nominal value of CHF 1.00 each, to be fully paid up, through the exercise of conversion and option rights granted to creditors of new bonds or similar debt instruments issued by the Company under one or more participation plans to be established by the Board of Directors. The Board of Directors shall determine the details of the terms of issuance.</p>

Art. 3b (neu):

Artikel 3b	Article 3b
<p>Das Aktienkapital wird unter Ausschluss der Bezugsrechte der Aktionäre durch Ausgabe von maximal 1'000'000 voll zu liberierenden Inhaberaktien mit einem Nennwert von je CHF 1.00 um den Maximalbetrag von CHF 1'000'000.00 erhöht mittels Ausübung von Wandel- und Optionsrechten, die gemäss einem oder mehreren durch den Verwaltungsrat zu schaffenden Beteiligungsplänen den Gläubigern von neuen Anlehens- oder ähnlichen Obligationen gegenüber der Gesellschaft eingeräumt werden.</p> <p>Der Verwaltungsrat kann das Vorwegzeichnungsrecht der Aktionäre beim Vorliegen von wichtigen Gründen ausschliessen. Als</p>	<p>The share capital shall be increased, excluding shareholders' subscription rights, by a maximum amount of CHF 1'000'000.00 by issuing a maximum of 1'000'000 bearer shares with a nominal value of CHF 1.00 each, to be fully paid up, through the exercise of conversion and option rights granted to creditors of new bonds or similar debt instruments issued by the Company under one or more participation plans to be established by the Board of Directors.</p> <p>The Board of Directors may exclude the advance subscription right of shareholders for important</p>

wichtige Gründe gelten insbesondere die Beteiligung von Arbeitnehmern, Fusion, die Finanzierung der Gesellschaft, die Finanzierung und Refinanzierung von Übernahmen, sowie Platzierung der Aktien über nationale oder internationale Börsen.

Der Verwaltungsrat regelt die Einzelheiten der Ausgabebedingungen.

reasons. Important reasons are in particular the participation of employees, mergers, financing of the company, financing and refinancing of acquisitions and placement of shares on national or international stock exchanges

The Board of Directors shall determine the details of the terms of issuance.

6. Sonstige Statutenänderung

Der Verwaltungsrat beantragt, folgende Artikel der Gesellschaftsstatuten wie angegeben zu ändern bzw. einzufügen und die Nummerierung der Gesellschaftsstatuten entsprechend anzupassen:

- Art. 10:

Art. 10 (alt):

Artikel 10

Die Generalversammlung hat die folgenden Kompetenzen, welche sie nicht übertragen kann:

1. Festsetzung und Änderung der Statuten;
2. Wahl und Abberufung der Mitglieder des Verwaltungsrates und der Revisionsstelle;
3. Genehmigung des Geschäftsberichts und gegebenenfalls der Konzernrechnung;
4. Genehmigung der Jahresrechnung sowie die Beschlussfassung über die Verwendung des Bilanzgewinnes, insbesondere die Festsetzung der Dividende und der Tantieme;
5. Erteilung der Entlastung an die Mitglieder des Verwaltungsrates;
6. Beschlussfassung über alle anderen Gegenstände, die der Generalversammlung

Article 10

The General Meeting of Shareholders is vested with the following inalienable powers which cannot be transferred to other parties and/or bodies:

1. laying down and amending of the articles of association;
2. election and dismissal of the members of the Board of Directors and of the Auditors;
3. approval of the business report and, if applicable, of the consolidated statement of accounts;
4. approval of the year-end financial statement as well as decision-making regarding the appropriation of the balance-sheet profit, in particular determination of the amount of dividends and of the profit-sharing bonuses paid to the members of the Board of Directors;
5. granting release to the members of the Board of Directors;
6. passing resolutions on all matters which are by law or by the articles of association

durch das Gesetz oder die Statuten vorbehalten sind oder ihr vom Verwaltungsrat zum Entscheid unterbreitet werden.

reserved to the General Meeting of Shareholders, or which are submitted to it for decision-making by the Board of Directors.

Art. 10 (neu):

Artikel 10

Die Generalversammlung hat die folgenden Kompetenzen, welche sie nicht übertragen kann:

1. Festsetzung und Änderung der Statuten;
2. Wahl und Abberufung der Mitglieder des Verwaltungsrates und der Revisionsstelle;
3. Wahl und Abberufung des Präsidenten des Verwaltungsrates;
4. Wahl und Abberufung der Mitglieder des Vergütungsausschusses;
5. Genehmigung der Vergütungen des Verwaltungsrates und der Geschäftsleitung; über den Gesamtbetrag der Vergütungen des Verwaltungsrates und der Geschäftsleitung ist gesondert abzustimmen;
6. Wahl und Abberufung des unabhängigen Stimmrechtsvertreters;
7. Genehmigung des Geschäftsberichts und gegebenenfalls der Konzernrechnung;
8. Genehmigung der Jahresrechnung sowie die Beschlussfassung über die Verwendung des Bilanzgewinnes, insbesondere die Festsetzung der Dividende und der Tantieme;

Article 10

The General Meeting of Shareholders is vested with the following inalienable powers which cannot be transferred to other parties and/or bodies:

1. laying down and amending of the articles of association;
2. election and dismissal of the members of the Board of Directors and of the Auditors;
3. election and dismissal of the president of the Board of Directors;
4. election and dismissal of the members of the Remuneration Committee;
5. Approval of the remuneration of the Board of Directors and the Executive Board; the total amount of the remuneration of the Board of Directors and the Executive Board must be voted on separately;
6. election and dismissal of the independent voting representative;
7. approval of the business report and, if applicable, of the consolidated statement of accounts;
8. approval of the year-end financial statement as well as decision-making regarding the appropriation of the balance-sheet profit, in particular determination of the amount of dividends and of the profit-sharing bonuses paid to the members of the Board of

9. Abstimmung über die Vergütungen des Verwaltungsrates, der Personen, die vom Verwaltungsrat ganz oder zum Teil mit der Geschäftsführung betraut sind (Geschäftsleitung);
10. Erteilung der Entlastung an die Mitglieder des Verwaltungsrates;
11. Beschlussfassung über alle anderen Gegenstände, die der Generalversammlung durch das Gesetz oder die Statuten vorbehalten sind oder ihr vom Verwaltungsrat zum Entscheid unterbreitet werden.

Directors;

9. Voting on the remuneration of the Board of Directors, of the persons who are entrusted by the Board of Directors, in whole or in part, with the management of the company (Executive Board);
10. granting release to the members of the Board of Directors;
11. passing resolutions on all matters which are by law or by the articles of association reserved to the General Meeting of Shareholders, or which are submitted to it for decision-making by the Board of Directors.

- Art. 12:

Art. 12 (alt):

Artikel 12

Jeder Aktionär kann sich bei der Generalversammlung vertreten lassen.

Article 12

Each shareholder may have himself represented by a proxy at the General Meeting of Shareholders.

Art. 12 (neu):

Artikel 12

Aktionäre können sich an der Generalversammlung mit schriftlicher Vollmacht durch den unabhängigen Stimmrechtsvertreter, einen anderen stimmberechtigten Aktionär oder einen Dritten vertreten lassen.

Article 12

Shareholders may be represented at the Annual General Meeting of Shareholders by the independent voting representative, another shareholder with voting rights or a third party with written authorization.

Der Verwaltungsrat regelt die Anforderungen an Vollmachten und Weisungen.

The Board of Directors regulates the requirements for powers of attorney and

instructions.

- Art. 17:

Art. 17 (alt):

Artikel 17

Besteht der Verwaltungsrat aus mehreren Personen, so konstituiert er sich selbst, indem er seinen Präsidenten sowie gegebenenfalls einen Vizepräsidenten und Sekretär wählt. Der Sekretär braucht nicht Mitglied des Verwaltungsrates zu sein.

Article 17

If the Board of Directors comprises several persons, it may constitute itself autonomously on its own by appointing its chairman as well as, where appropriate, a vice-chairman and secretary. The secretary needs not be a member of the Board of Directors.

Art. 17 (neu):

Artikel 17

Besteht der Verwaltungsrat aus mehreren Personen, so konstituiert er sich selbst, indem er einen Vizepräsidenten und Sekretär wählt. Der Sekretär braucht nicht Mitglied des Verwaltungsrates zu sein. Ist das Amt des Präsidenten vakant, so ernennt der Verwaltungsrat für die verbleibende Amtsdauer einen neuen Präsidenten.

Article 17

If the Board of Directors comprises several persons, it may constitute itself autonomously on its own by appointing, where appropriate, a vice-chairman and secretary. The secretary needs not be a member of the Board of Directors. In case the position of Chairman is vacant, the Board of Directors shall appoint a new Chairman for the remaining term of office.

- Art. 21:

Art. 21 (alt):

Artikel 21

Der Verwaltungsrat führt die Geschäfte der Gesellschaft und entscheidet über alle Angelegenheiten, die nicht einem anderen Gesellschaftsorgan vorbehalten sind. Er kann die Geschäftsführung nach Massgabe eines Organisationsreglementes an einzelne seiner Mitglieder oder an Dritte übertragen.

Der Verwaltungsrat hat indessen folgende unübertragbare und unentziehbare Aufgaben:

Article 21

The Board of Directors manages the business transactions of the Company and decides on all matters not reserved to the competence of another corporate body. On the strength of pertinent organization rules, the Board of Directors may entrust the Company's management to any board members or even to third parties.

The Board of Directors is vested with the following nontransferable and unalienable tasks:

1. die Oberleitung der Gesellschaft und die Erteilung der nötigen Weisungen;
2. die Festlegung der Organisation;
3. die Ausgestaltung des Rechnungswesens, der Finanzkontrolle sowie der Finanzplanung, sofern diese für die Führung der Gesellschaft notwendig ist;
4. die Ernennung und Abberufung der mit der Geschäftsführung und der Vertretung betrauten Personen;
5. die Oberaufsicht über die mit der Geschäftsführung betrauten Personen, namentlich im Hinblick auf die Befolgung der Gesetze, Statuten, Reglemente und Weisungen;
6. die Erstellung des Geschäftsberichtes sowie die Vorbereitung der Generalversammlung und die Ausführung ihrer Beschlüsse;
7. die Benachrichtigung des Richters im Falle der Überschuldung;
8. die Beschlussfassung über die nachträgliche Leistung von Einlagen auf nicht vollständig liberierte Aktien;
9. Beschlussfassung über die Erhöhung des Aktienkapitals, soweit diese in der Kompetenz des Verwaltungsrates liegt (Art. 651 Abs. 4 OR) sowie über die Feststellung von Kapitalerhöhungen und daraus folgende Statutenänderungen.

Der Verwaltungsrat setzt die Art und Höhe seiner Entschädigung selber fest.

1. the Company's supervisory management and giving the necessary directives;
2. laying down its organization;
3. the structuring of the accounting system and of the financial controls as well as the financial planning insofar as this is necessary to manage the Company;
4. the appointment and dismissal of the persons entrusted with the management of the Company and its representation;
5. the supervision in respect of the persons vested with the Company's management, in particular regarding compliance with legal provisions, the articles of association, in-house rules and regulations as well as directives;
6. preparation of the business report as well as of the General Meeting of Shareholders, including implementation of its resolutions;
7. notification of the competent judge in case of excessive indebtedness;
8. adopting resolutions regarding subsequent paying in of contributions to share capital concerning shares not fully paid up;
9. adopting resolutions regarding the increase in share capital to the extent the Board of Directors is competent (article 651 para. 4 CO) as well as the statements on capital increases, including the pertinent amendment of the articles of association.

The Board of Directors shall autonomously lay down the type and the amount of the fees and/or emoluments payable to its members.

Art. 21 (neu):

Artikel 21

Der Verwaltungsrat führt die Geschäfte der Gesellschaft und entscheidet über alle Angelegenheiten, die nicht einem anderen Gesellschaftsorgan vorbehalten sind. Er kann die Geschäftsführung nach Massgabe eines Organisationsreglementes an einzelne seiner Mitglieder oder an Dritte übertragen.

Article 21

The Board of Directors manages the business transactions of the Company and decides on all matters not reserved to the competence of another corporate body. On the strength of pertinent organization rules, the Board of Directors may entrust the Company's management to any board members or even to third parties.

Der Verwaltungsrat hat indessen folgende unübertragbare und unentziehbare Aufgaben:

1. die Oberleitung der Gesellschaft und die Erteilung der nötigen Weisungen;
2. die Festlegung der Organisation;
3. die Ausgestaltung des Rechnungswesens, der Finanzkontrolle sowie der Finanzplanung, sofern diese für die Führung der Gesellschaft notwendig ist;
4. Erstellung des Vergütungsberichtes;
5. die Ernennung und Abberufung der mit der Geschäftsführung und der Vertretung betrauten Personen;
6. die Oberaufsicht über die mit der Geschäftsführung betrauten Personen, namentlich im Hinblick auf die Befolgung der Gesetze, Statuten, Reglemente und Weisungen;
7. die Erstellung des Geschäftsberichtes sowie die Vorbereitung der Generalversammlung und die Ausführung ihrer Beschlüsse;
8. die Benachrichtigung des Richters im Falle der Überschuldung;
9. die Beschlussfassung über die nachträgliche Leistung von Einlagen auf nicht vollständig liberierte Aktien;
10. Beschlussfassung über die Erhöhung des Aktienkapitals, soweit diese in der Kompetenz des Verwaltungsrates liegt (Art. 651 Abs. 4 OR) sowie über die Feststellung von Kapitalerhöhungen und daraus folgende Statutenänderungen.

Der Vergütungsausschuss besteht aus einem bis drei Mitgliedern des Verwaltungsrates. Dem Vergütungsausschuss kommt in Bezug auf Vergütungen Vorschlagskompetenz zu. Kompetenz zur Umsetzung besteht nur im Rahmen von zuvor von der Generalversammlung bzw. vom Verwaltungsrat genehmigter Vergütungen und soweit in den Statuten vorgesehen. Der Vergütungsausschuss ist auch zuständig für Arbeits- und Mandatsverträge mit Mitgliedern des Verwaltungsrates und der Geschäftsleitung. Solche Arbeits- und Mandatsverträge dürfen eine maximale

The Board of Directors is vested with the following nontransferable and unalienable tasks:

1. the Company's supervisory management and giving the necessary directives;
2. laying down its organization;
3. the structuring of the accounting system and of the financial controls as well as the financial planning insofar as this is necessary to manage the Company;
4. preparation of the remuneration report;
5. the appointment and dismissal of the persons entrusted with the management of the Company and its representation;
6. the supervision in respect of the persons vested with the Company's management, in particular regarding compliance with legal provisions, the articles of association, in-house rules and regulations as well as directives;
7. preparation of the business report as well as of the General Meeting of Shareholders, including implementation of its resolutions;
8. notification of the competent judge in case of excessive indebtedness;
9. adopting resolutions regarding subsequent paying in of contributions to share capital concerning shares not fully paid up;
10. adopting resolutions regarding the increase in share capital to the extent the Board of Directors is competent (article 651 para. 4 CO) as well as the statements on capital increases, including the pertinent amendment of the articles of association.

The Remuneration Committee consists of one to three members of the Board of Directors. The Remuneration Committee has proposal authority with regard to remuneration. It has the power to implement its recommendations only within the framework of remuneration previously approved by the General Meeting of Shareholders or the Board of Directors and to the extent provided for in the Articles of Association. The Remuneration Committee is also responsible for employment and mandate contracts with members of the Board of Directors and the Executive Board. Such employment and mandate contracts may not

Kündigungsfrist bzw. eine maximale Dauer von zwölf Monaten nicht überschreiten.

exceed a maximum notice period or a maximum duration of twelve months.

- Art. 22a

Artikel 22a

Der Verwaltungsrat legt der Generalversammlung jährlich Anträge zur Genehmigung vor in Bezug auf die maximalen Gesamtbeträge:

a. der Gesamtvergütung des Verwaltungsrates für die Dauer bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung; und

b. der Gesamtvergütung der Geschäftsleitung für das der ordentlichen Generalversammlung folgende Geschäftsjahr.

Für die Abstimmungen über die Genehmigung der Gesamtvergütung für den Verwaltungsrat und die Geschäftsleitung gilt das absolute Mehr der abgegebenen Stimmen, wobei Enthaltungen, leer eingelegte und ungültige Stimmen nicht als abgegebene Stimmen gelten. Falls die Generalversammlung einen Betrag nicht genehmigt, entscheidet der Verwaltungsrat über das weitere Vorgehen. Er hat insbesondere das Recht, eine ausserordentliche Generalversammlung einzuberufen.

Article 22a

The Board of Directors submits annual proposals to the General Meeting of Shareholders for approval with regard to the maximum total amounts:

a. of the total remuneration of the Board of Directors for the period until the next ordinary General Meeting; and

b. of the total remuneration of the Executive Board for the financial year following the Ordinary General Meeting.

Votes on the approval of the total remuneration of the Board of Directors and the Executive Board shall be taken by an absolute majority of the votes, whereby abstentions, blank and invalid votes shall not be considered votes cast. If the General Meeting of Shareholders does not approve an amount, the Board of Directors decides on the further procedure. In particular, it has the right to convene an extraordinary General Meeting.

- Art. 22b

Artikel 22b

Der Verwaltungsrat kann seine Mitglieder mit zusätzlichen Aufträgen betrauen und diese hierfür marktgerecht entschädigen. Gehört ein Mitglied des Verwaltungsrates zugleich der Geschäftsleitung an, so sind betreffend Vergütung ausschliesslich die Regeln für Mitglieder der Geschäftsleitung anwendbar.

Article 22b

The Board of Directors may entrust individual members with additional tasks and remunerate them for this in line with market conditions. If a member of the Board of Directors is also a member of the Executive Board, only the rules for members of the Executive Board are applicable

Der Verwaltungsrat kann entscheiden, einen Teil der Vergütung in Form von Aktien auszurichten. Diesfalls legt der Verwaltungsrat die Bedingungen fest.

Nachteile, welche Mitgliedern des Verwaltungsrates im Zusammenhang mit rechtlichen Verfahren, Prozessen oder Vergleichen aufgrund ihrer Tätigkeit für die Gesellschaft oder deren Konzerngesellschaften entstanden sind, können durch die Gesellschaft entschädigt, bevorschusst und versichert werden.

- Art. 22c

Artikel 22c

Die Vergütung der Geschäftsleitung setzt sich zusammen aus fixen und variablen Vergütungselementen, Sozialabgaben und Beiträgen in Für-, Vorsorge und Sparpläne sowie ähnliche Einrichtungen und Versicherungsabgaben.

Die fixe Vergütung umfasst die Grundvergütung und weitere Nebenleistungen, die als Vergütung qualifizieren. Die variable Vergütung kann kurzfristige und langfristige Vergütungselemente umfassen.

Für die variable Vergütung sind folgende Grundsätze zu beachten:

- a. Die kurzfristigen erfolgsabhängigen Vergütungselemente orientieren sich an individuellen Leistungszielen und/oder dem wirtschaftlichen Erfolg des Unternehmens. Die Erreichung der Ziele bemisst sich in der Regel während eines einjährigen Zeitraums.

with regard to.

The Board of Directors may decide to pay part of the remuneration in the form of shares. In this case, the Board of Directors determines the conditions.

Disadvantages incurred for members of the Board of Directors in connection with legal proceedings, lawsuits or settlements due to their activities for the Company or its Group companies can be compensated, advanced and insured by the Company.

Article 22c

The remuneration of the Executive Board consists of fixed and variable remuneration elements, social security contributions and contributions to welfare, pension and savings plans as well as similar institutions and insurance contributions.

The fixed remuneration comprises the basic remuneration and other fringe benefits that qualify as remuneration. The variable remuneration may include short-term and long-term remuneration elements.

The following principles must be observed for variable remuneration:

- a. The short-term performance-related remuneration elements are based on individual performance targets and/or the economic success of the Company. The achievement of the targets is usually measured over a one-year period.

- b. Langfristige Vergütungselemente orientieren sich an objektiven Leistungswerten, die sich an den strategischen Zielen ausrichten und deren Erreichung sich in der Regel während eines mehrjährigen Zeitraums bemisst.

- b. Long-term remuneration elements are based on objective performance values that are aligned with the strategic goals and the achievement of which is usually measured over a period of several years.

Die Vergütung der Geschäftsleitung kann in Form von Geld, Aktien, vergleichbaren Instrumenten oder Einheiten oder Sach- oder Dienstleistungen ausgerichtet werden. Betreffend die als Vergütung zugeteilten Aktien oder vergleichbaren Instrumente und Einheiten legt der Verwaltungsrat angemessene Ausübungsbedingungen und -fristen, Sperrfristen, Anpassungs- und allfällige Rückforderungsmechanismen sowie Verfallsbedingungen fest.

Executive remuneration may be paid in the form of cash, shares, comparable instruments or units, or in kind or services. With regard to the shares or comparable instruments and units granted as remuneration, the Board of Directors shall determine appropriate exercise conditions and periods, blocking periods, adjustment and possible recall mechanisms as well as forfeiture conditions.

Der Verwaltungsrat kann vorsehen, dass infolge Eintritts im Voraus bestimmter Ereignisse (wie z.B. einem Kontrollwechsel oder der Beendigung eines Arbeitsverhältnisses) Ausübungsbedingungen und -fristen und/oder Sperrfristen verkürzt oder aufgehoben werden, Vergütungen unter Annahme der Erreichung der Zielwerte ausgerichtet werden oder Vergütungen verfallen.

The Board of Directors may provide for certain events (such as a change of control or the termination of an employment relationship) the shortening or cancellation of exercise conditions and periods and/or blocking periods or the payment of remuneration on the assumption that the target values are achieved or the forfeiture of compensation.

7. Wiederwahl der Mitglieder des Verwaltungsrats

Der Verwaltungsrat beantragt,

- die Wiederwahl von Herrn Dr. Heinz R. Kubli, von Glarus, in Uitikon, als Mitglied des Verwaltungsrates bis zum Abschluss der nächsten ordentlichen GV.

8. Wiederwahl der Revisionsstelle

Der Verwaltungsrat beantragt für das neue Geschäftsjahr die Wiederwahl der Grant Thornton AG, Claridenstrasse 35, 8002 Zürich, als Revisionsstelle.

Varia

Geschäfts- und Revisionsbericht

Der Geschäftsbericht und der Revisionsbericht für das Geschäftsjahr 01.01.2020 – 30.06.2020 liegen bis zum Tag der GV zur Einsicht am Sitz der Gesellschaft auf und werden darüber hinaus den Aktionärinnen und Aktionären auf Verlangen hin zugestellt.

Zug, den 7. Dezember 2020

Für den Verwaltungsrat

Dr. Heinz R. Kubli



Instruktionen an den unabhängigen Stimmrechtsvertreter für die ordentliche Generalversammlung der SunMirror AG vom 29. Dezember 2020

Ich bin Aktionärin/Aktionär der SunMirror AG und verfüge über _____ Inhaberaktien.

Ich ermächtige den unabhängigen Stimmrechtsvertreter, Heuking Kühn Lüer Wojtek, Partnerschaft mit beschränkter Berufshaftung von Rechtsanwälten und Steuerberatern, Zweigniederlassung Schweiz, Bahnhofstrasse 69, 8001 Zürich, oder eine von ihm bevollmächtigte Person, mich an der ordentlichen Generalversammlung 2020 zu vertreten und erteile ihm die im Folgenden aufgeführten Instruktionen. Bei fehlenden Instruktionen wird er sich der Stimme enthalten.

Tagesordnung

	Ja	Nein	Enthaltung
	Bitte pro Tagesordnungspunkt nur ein Feld ankreuzen.		
1. Genehmigung der Jahresrechnung für das Geschäftsjahr 01.01.2020 – 30.06.2020, Kenntnisnahme des Berichts der Revisionsstelle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Verwendung des Bilanzergebnisses des Geschäftsjahres 01.01.2020 – 30.06.2020	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Entlastung des Verwaltungsrates für das Geschäftsjahr 01.01.2020 – 30.06.2020	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Genehmigte Kapitalerhöhung/Statutenänderung	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. Bedingte Kapitalerhöhung/Statutenänderung	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. Sonstige Statutenänderung	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. Wiederwahl der Mitglieder des Verwaltungsrats	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8. Wiederwahl der Revisionsstelle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Bitte dieses Formular bis zum **23. Dezember 2020** (Posteingang) unterzeichnet zusammen mit einem **aktuellen Depotauszug** (Nachweis des Aktienbesitzes) und einer **Ausweis-Kopie** senden an:

Heuking Kühn Lüer Wojtek, Partnerschaft mit beschränkter Berufshaftung von Rechtsanwälten und Steuerberatern, Zweigniederlassung Schweiz
Bahnhofstrasse 69
8001 Zürich
oder an l.straube@heuking.ch

Datum

Unterschrift